

INSP ET DIESE : DEUX HAUTES FONCTIONNAIRES DÉSIGNÉES POUR PILOTER LES RÉFORMES

L'inspectrice des finances et directrice de Tracfin, Maryvonne Le Brignonen, va devenir la directrice de l'institut qui remplacera l'ENA dans un mois. La secrétaire générale des ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Émilie Piette, va pour sa part prendre la tête de la délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État. Ces deux hautes fonctionnaires vont devoir plancher sur des réformes d'ampleur qui seront, pour l'essentiel, tranchées par le prochain exécutif issu des urnes.



Maryvonne Le Brignonen, qui va diriger le nouvel Institut national du service public, et Émilie Piette, qui va prendre la tête de la délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État. - © Bercy/Linked

Deux femmes vont reprendre le flambeau de la réforme de la haute fonction publique sur le plan administratif. Le pouvoir macronien a nommé pour quatre ans une inspectrice des finances, Maryvonne Le Brignonen, à la tête de l'Institut national du service public (INSP), qui remplacera l'ENA le 1^{er} janvier. Elle dirigeait jusqu'ici la cellule de renseignement financier Tracfin, un service à compétence nationale.

Dans le même temps, le gouvernement Castex va porter Émilie Piette à la tête de la nouvelle délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État (Diese). Jusqu'alors secrétaire générale des ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, cette ingénieure générale des Mines de 44 ans était déjà, à ce poste, au cœur des enjeux interministériels.

Une inspectrice des finances et une X-Télécom

Maryvonne Le Brignonen, une énarque de 46 ans membre de l'inspection générale des Finances, succède à l'universitaire et membre du Conseil d'État Patrick Gérard. Issue du troisième concours de l'ENA, réussi après un début de carrière dans l'audit privé (chez KPMG notamment), cette ancienne élève de l'École supérieure de commerce de Toulouse, également titulaire du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), a effectué la suite de son parcours dans les arcanes de Bercy, à l'inspection des Finances, puis à la direction générale des finances publiques (DGFIP). Elle y a notamment travaillé sur le projet "retenue à la source", avant de piloter la sous-direction des particuliers.

De son côté, Émilie Piette, une X-Télécom, a débuté au Quai d'Orsay, avant de rejoindre Bercy à la DGFIP, puis à la direction générale des entreprises, dont elle a piloté pendant deux ans la sous-direction de la mode, du luxe, des biens de consommation et du design. Lors de l'alternance de 2012, elle dirige le cabinet de la PRG Sylvia Pinel au ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, puis au ministère du Logement et de l'Égalité des territoires. Partie dans le privé diriger le pôle "Logement et industrie" chez Bouygues Bâtiment Île-de-France en 2017, Émilie Piette était revenue dans le public en 2019, à ce poste exposé de secrétaire générale de ministère.

Une feuille de route "dans les prochains jours"

Nommées à cinq mois de l'élection présidentielle sur ces deux positions très politiques, les 2 hautes fonctionnaires devront plancher sur des réformes d'ampleur qui seront, pour l'essentiel, tranchées par le prochain exécutif issu des urnes. Émilie Piette et Maryvonne Le Brignonen devront par ailleurs travailler en tandem, leurs structures devant être intimement liées.

La future patronne de la Diefse devra ainsi mettre en place la nouvelle DRH des cadres sup' et impulser de nouvelles pratiques de ressources humaines plus transversales dans les ministères dans le champ de la haute fonction publique. Le tout en affirmant les ambitions interministérielles de cette nouvelle DRH des cadres supérieurs et sans dévitaliser l'échelon ministériel. Un exercice d'équilibriste sur lequel est revenue la mission Bassères dans son rapport de préfiguration de la Diefse, remis au gouvernement le 26 novembre [\[cliquez ici pour consulter notre article sur le sujet\]](#).

La tâche qui attend la préfiguratrice et future directrice de l'INSP est tout aussi vaste. En plus de la feuille de route que le gouvernement doit lui adresser "dans les prochains jours", plusieurs chantiers conséquents l'attendent déjà en effet. Outre l'installation proprement dite du nouvel institut, Maryvonne Le Brignonen aura ainsi à approfondir de nombreuses pistes avancées par la mission Bassères dans son rapport de préfiguration de l'INSP. Des pistes avec lesquelles le gouvernement n'est pas en désaccord, mais qu'il n'a pas encore arbitrées, l'exécutif préférant d'abord laisser plancher la première direction de l'institut.

Classement de sortie, diversification du recrutement...

La préfiguratrice de l'INSP aura notamment la charge de réfléchir à une plus grande diversification du recrutement. Regrettant la visée limitée du nouveau concours "Talents" de l'ENA, la mission Bassères poussait en effet à augmenter le nombre de places offertes aux boursiers en créant un quatrième concours *ad hoc*.

Autres chantiers de taille : la création d'un dispositif de formation continue sur le modèle de l'École de guerre qui conditionnera, à terme, l'accès à certains hauts emplois de l'État ; le renforcement des liens de l'institut avec le [monde universitaire](#) et la recherche ; l'avenir du classement de sortie, auquel la mission Bassères propose de mettre fin, ou encore la réforme des épreuves des concours d'entrée. À ce propos, la mission Bassères proposait notamment de supprimer la sacro-sainte épreuve de culture générale. Une idée rejetée par le gouvernement, qui estime que le caractère discriminant de cette épreuve n'est pas étayé scientifiquement à ce stade. L'exécutif se dit toutefois prêt à modifier cette épreuve et à revoir ses modalités de préparation, avec une thématique décidée à l'avance par exemple.

par **Bastien Scordia**